



REPONSE A LA CONSULTATION PUBLIQUE DU 9 JUILLET 2013 DE LA CRE

SUR LES QUATRIEMES TARIFS D'UTILISATION DES RESEAUX PUBLICS DE DISTRIBUTION D'ELECTRICITE

Etat des lieux en fin de S1 2013 sur les lignes de «produits manufacturés» pour ERDF et la gouvernance des achats par EDF S.A

- Transformateurs de distribution : entre 25 et 80 % / S1 2012
- Postes : - 30% / S1 2012
- Demande d'EDF S.A par LR AR de réduction unilatérale du niveau des tarifs unitaires (- 2%) ou des volumes de commandes sur les contrats signés avec les fournisseurs d'ERDF
- Déséquilibre de la clause de bonus/malus en cas de non atteinte des volumes de commandes d'ERDF (2% de pénalité plafonnée en cas de différentiel de 30% sur les volumes prévus)

Rappel des positions du Gimélec dans le cadre de la préparation du TURPE 4

Le Gimélec avait appelé les pouvoirs publics lors de la première réunion de concertation sur le TURPE 4 à un **maintien de la trajectoire de l'investissement productif dans le cadre d'une politique contra-cyclique en période de récession**, et ainsi préparer au mieux la transition énergétique dans les territoires, tout en ne brouillant pas le message « marketing d'offre » auprès des consommateurs français.

Les statistiques produites ci-dessus interrogent l'ensemble des industriels du Gimélec sur la **gouvernance des achats d'ERDF** alors que la trajectoire du TURPE 3 bis et les augmentations généralisées des tarifs d'électricité en palier (entre 2 et 3 fois 5 % sur un exercice de 18 mois selon les interprétations des délibérations du Conseil Supérieur de l'Energie) auraient dû et devraient en tout état de cause maintenir et relancer l'activité de la filière électrique éco-industrielle au regard des enjeux de réussite de la Transition Energétique en France.

C'est pourquoi les suggestions du Gimélec intégreront ces constats de baisse inexplicée des volumes d'achat, d'instabilité juridique des engagements contractuels d'EDF et de structure de marché de plus en plus asymétrique.

Remarques spécifiques sur le TURPE 4

Il ne revient pas au Gimélec de juger de l'opportunité de retenir l'une ou l'autre des méthodes proposées dans le cadre de la consultation publique dès lors que l'arrêt du Conseil d'Etat portant sur l'annulation du TURPE3 et la directive 2009/72 doivent trouver à s'appliquer pleinement en droit français, et donc à la prochaine délibération de la CRE sur la validation du TURPE 4.

En tant que représentant d'industriels, le Gimélec souhaite rappeler les 3 qualités intrinsèques attendues des pouvoirs publics français dans le cadre de la mise en œuvre du TURPE 4 :

Sécurité pour les acteurs économiques :

Il est essentiel que le TURPE 4 soit sécurisé juridiquement et dans sa trajectoire en termes de volumes afin de donner une visibilité accrue dans le cadre de l'approvisionnement en matières premières, de la gestion de stocks et des lignes de production pour que les industriels puissent apporter le meilleur de leur productivité au profit des gestionnaires de réseaux, tout en maintenant leur compétitivité « prix » vis-à-vis de la concurrence mondialisée du secteur.

Le Gimélec propose que la planification des investissements sur la durée du TURPE puisse être une annexe annuelle à la délibération de la CRE, et que ce document de planification corresponde et s'interface à terme avec les plans régionaux de transition énergétique.

Cette annexe serait alors discutée chaque année entre les gestionnaires de réseaux, la CRE et les industriels concernés afin de contrôler la trajectoire d'investissement.

Transparence pour les parties prenantes :

A l'instar d'autres secteurs d'activité de réseaux, **il importe que la transparence soit intrinsèque à l'économie générale des réseaux publics de distribution d'électricité** afin de fédérer les différentes parties prenantes vers des objectifs partagés et ainsi faire accepter des décisions dans un consensus le plus large possible.

La transparence dans le secteur de l'électricité constitue pour les industriels du secteur, les propriétaires de réseaux, les ELD, ERDF et les consommateurs un élément de confiance réciproque qui nous semble éminemment important compte tenu de la situation économique du Pays.

La délibération de la CRE devrait comprendre et citer expressément les obligations de transparence comptable et de dissociation définies notamment à l'article 31 de la directive 2009/72 pour créer ce climat de confiance nécessaire à l'investissement et au développement économique.

Ambition pour la Transition Energétique :

Partisans de la transition énergétique pour des motifs écologiques, économiques et sociétaux, les industriels du Gimélec ont investi dans les nouvelles technologies de l'énergie pour que la transition énergétique en France soit une vitrine de leur savoir-faire à l'export.

Pour cela, il est nécessaire que la méthode de calcul du TURPE 4 réponde à deux objectifs cumulés :

1. **Une trajectoire en volume qui répond à une programmation pluriannuelle contractualisée** avec les pouvoirs publics nationaux, et s'intègre dans des schémas régionaux de transition énergétique,
2. **Une méthode de calcul qui promeut les investissements dans l'efficacité énergétique, les smart grids et l'intégration des énergies renouvelables** pour que l'innovation maîtrisée par la filière éco-électrique française trouve des débouchés rapides.